

## Comment le capitalisme ronge le lien social

Depuis la chute du mur de Berlin, le système capitaliste est particulièrement triomphant. Désormais, tous les domaines de la société s'organisent en fonction des préceptes de ce système. Ce nouveau capitalisme, que l'on pourrait qualifier de capitalisme total, engendre plusieurs phénomènes particulièrement destructeurs pour le lien social. Il s'agit ici d'analyser trois de ces mécanismes, particulièrement nuisibles pour la cohésion sociale.

Le premier phénomène concerne l'apparition du chômage et de la précarité.

Dans un système capitaliste, le marché du travail est régulé par la loi de l'offre et la demande. Comme l'inflation découle principalement des augmentations de salaire (si on fait abstraction des variations des prix des matières premières), ce système a besoin d'un moyen pour réguler l'inflation. En jouant sur la peur, le chômage permet de remplir cette fonction, en limitant les revendications salariales. S'il est élevé, les salaires n'augmentent plus et l'inflation est contenue. Inversement, en cas de plein emploi, l'inflation augmente, la peur passe du côté des employeurs qui peuvent à tout moment perdre leurs salariés, débauchés par une meilleure offre.

La précarité, avec son cortège de travailleurs pauvres, permet aussi de limiter les revendications salariales. Elle a été massivement utilisée ces dernières décennies pour réduire le chômage, en particulier dans les pays anglo-saxon. Précarité et chômage sont les deux contre-partie d'une régulation du marché de travail par les lois du marché.

Dans ce système, il revient à la banque centrale de réguler ce marché de la peur. En cas de tension inflationniste, la banque centrale augmente son principal taux directeur, ce qui va limiter l'activité des entreprises, donc augmenter le chômage et limiter les revendications salariales. Inversement, en cas de tensions déflationnistes, la banque centrale va baisser son taux directeur, ce qui va inciter les entreprises à investir, puis à embaucher et donc à accepter des augmentations de salaire. L'objectif de la banque centrale consiste à trouver le seuil minimum de chômage qui restreint l'inflation. Ce point d'équilibre s'appelle le NAIRU<sup>1</sup>. Il varie selon la fluidité du marché du travail et la précarité des salariés (environ entre 4 % et 9 % de chômage). L'objectif d'inflation se situe, en général, autour de 2 %, car une inflation nulle signifierait que certains secteurs se trouvent en déflation. Les acteurs économiques risqueraient alors de différer leurs achats, ce qui plongerait l'économie dans une spirale déflationniste.

En plus du caractère violent de ce fonctionnement, on peut aussi constater son inefficacité. Ainsi, depuis le début de la crise, la banque centrale européenne est incapable de remplir son objectif d'inflation (environ 1,9 %). En effet, l'inflation est tout juste positive depuis plusieurs années avec des taux quasiment nuls. Pour être efficace, il faudrait que la banque centrale puisse agir plus directement sur la hausse des salaires, par exemple en proposant la mise en place d'un salaire minimum européen et en fixant ce taux par pays. De plus, ce système ne garantit même pas la quiétude des employeurs car, en fonction des secteurs, le chômage n'est pas uniformément réparti. Il est donc possible d'avoir un taux de chômage moyen à 10 % avec certains secteurs en forte pénurie de main d'œuvre.

Les détracteurs de ce principe de régulation proposent souvent le retour à une inflation forte pour contre-balancer ce système. Mais ce palliatif est très imparfait, il ronge le capital financier sans discernement et n'est pas capable d'atteindre le capital immobilier. De plus il nécessite des ajustements monétaires périodiques qui déstabilisent les pays voisins (dumping fiscal lié aux dévaluations). C'est pourquoi, comme nous l'avons expliqué il y a déjà plus de dix ans, nous préconisons plutôt un système de salaires quasi fixe selon l'échelon (variation de moins de 10%

---

1 Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment (Taux de chômage n'accéléralant pas l'inflation)

entre un minimum et un maximum pour chaque échelon)<sup>2</sup>.

Le marché du travail est donc un marché de la peur, où de nombreux citoyens sont soit privés de travail - tout en étant accusés de paresseux - soit incapables de vivre dignement de leurs revenus. Un tel système instaure la peur du déclassement chez les citoyens, ce qui réactive des instincts grégaires, particulièrement destructeurs du lien social.

Le deuxième phénomène concerne la réduction des liens de solidarité.

La cohésion sociale d'un groupe d'individus est garantie, en outre, par la création d'un cadre de solidarité. Ce cadre permet aux personnes possédant moins de capacité de bénéficier d'une protection économique. Dans le même temps, les personnes possédant les meilleures capacités profitent de plus de responsabilité, et donc de plus de pouvoir, mais concèdent le cadre de solidarité qui symbolise la prégnance de la cohésion sociale par rapport à l'égoïsme individuel. Or, dans le système capitaliste, ce cadre de solidarité est considéré comme un archaïsme qui freine les forces vives du pays car, pour cette doctrine, la position économique doit dépendre uniquement des capacités individuelles. Ainsi, la doxa libérale, en prônant toujours moins de protection et plus de libéralisation (suppression du SMIC, suppression du CDI, ...), ne crée pas que des travailleurs pauvres, elle rompt aussi la soumission des élites au cadre de solidarité, tel qu'il est défini par le pacte social. Cette rupture conduit lentement, mais sûrement, vers une destruction du corps social et un retour à l'ordre naturel.

Le troisième phénomène concerne la pauvreté du sens.

En prônant comme symbole de réussite la richesse matérielle, le capitalisme pousse à l'accumulation irrationnelle de biens, dont le but n'est plus de mieux vivre, mais devient une fin en soi, qui donne sens à la vie. Dans cette logique, tous les actes sociaux se réduisent peu à peu en des actes utilitaires, *homo-sapiens-sapiens* disparaît pour laisser place à *homo-æconomicus*. Le capitalisme déshumanise ainsi les individus et crée, de facto, de nombreux perdants, frustrés ou soumis, pour quelques gagnants, souvent arrogants. Cet économisme radical participe aussi à la dislocation de la société.

Les trois phénomènes présentés illustrent comment plus une société s'enfonce dans le capitalisme total, plus elle se désagrège, rongée par le chômage, le renoncement des élites au pacte social et par l'absence de sens fédérateur. Cette fragilisation du corps social rend le système extrêmement instable et vulnérable. Si la démocratie n'est pas capable de contrer ce délitement, les citoyens finissent par se tourner vers des idéologies qui leurs promettent d'autres perspectives, en sacrifiant beaucoup de liberté pour plus de cohésion sociale. Ils s'orientent alors généralement vers des régimes autoritaires, de type nationaliste ou théocratique. Il est donc urgent d'agir car le point de basculement se rapproche dangereusement dans de nombreux pays.

---

2 [http://mclams.free.fr/index.php?parent=index\\_articles.html&page\\_name=chomage.html](http://mclams.free.fr/index.php?parent=index_articles.html&page_name=chomage.html)